

082-200066322-20211216-DEL1220215-DE

Reçu le 16/12/2021

Publié le 16/12/2021



TERRES des
CONFLUENCES
communauté de communes

EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 12/2021 – 5

OBJET : RESSOURCES HUMAINES
Refonte du protocole du temps de travail à compter du 1^{er} janvier 2022

L'An deux mille vingt et un et quatorze du mois de décembre (**14.12.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 8 décembre 2021, s'est assemblé à la salle Jules Fromage de Saint Nicolas de la Grave, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°12) - M. FERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - M. LABORIE Michel - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - Mme CAVERZAN Martine - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mme DELCHER Any - Mr POUGNAND Jérôme - Mme M'BAMBI MATAALA Claudine - Mme GAYET Stéphanie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane - Mme ESQUIEU Pierrette - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - M. USSEGLIO Philippe

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. DUPUY Guy
Mme BAJON-ARNAL Jeanine
M. KOZLOWSKI Éric
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°11)
M. DURRENS Serge
Mme PAYSSOT Céline
M. REMIA Alex
M. BON Philippe
Mme LOPEZ Sophie
M. THIERS Jean-Christophe
Mme LAFFINEUR Nicole
M. BOUSQUET Franck
Mme BADENS Véronique
M. FOURNIÉ Philippe

est représenté par Olivier SEVEGNES, conseiller municipal
est représenté par Jean-Paul FEGNÉ, conseiller municipal
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Jean-Philippe BESIERS
a donné procuration à Jean-Philippe FERAL
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Pierrette ESQUIEU
a donné procuration à Jérôme POUGNAND
a donné procuration à Any DELCHER
a donné procuration à Estelle HEMMAMI
a donné procuration à Jean FEGNÉ
a donné procuration à Bernard BOUCHÉ

ABSENTS EXCUSES :

M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
M. EIDESHEIM David
M. PUCHOUAU Pierre

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CRUBILÉ Jean-Luc
Mme TRESSSENS Christiane
M. PAILLAS Alain
Mme MOREL Michelle

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Nadine DUPOUY ayant obtenu la majorité des suffrages, a été déléguée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 7-1 et 57 1° ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115 ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 précité et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 07/2017-8 du 18 juillet 2017, fixant les modalités du protocole du temps de travail ;

Vu la délibération n° 12/2021-15 du 16 décembre 2020, portant sur les modalités du Compte Epargne Temps ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 2 décembre 2021 ;

Vu l'avis de la conférence des Maires en date du 7 décembre 2021 ;

Considérant que les dispositions appliquées jusqu'ici étaient transitoires jusqu'à la saisine du Comité Technique, il est proposé d'organiser le temps de travail des agents dans les conditions précisées dans la pièce jointe, à compter du 1^{er} janvier 2022 ;

Considérant le protocole relatif au temps de travail joint en pièce annexe ;

Avec la loi de la transformation de la fonction publique du 6 août 2019, qui prévoit l'abrogation des régimes dérogatoires à la durée légale du travail, les collectivités dont le temps de travail annuel est inférieur à 1 607 heures disposent d'une année, après le renouvellement de leurs instances, pour délibérer et se mettre en conformité avec la législation.

Dans le cadre des Lignes Directrices de Gestion (LDG) des Ressources Humaines, une réflexion a été enclenchée en février 2021, au travers d'une communication interne.

Une note de service a été adressée à tous les agents de la Communauté de communes, pour les informer de l'ouverture d'un groupe de travail élargi aux volontaires en rappelant les objectifs :

- Respect de la loi : travailler 1607h (ce qui n'était pas le cas : 3 jours supplémentaires étaient appliqués)
- Augmenter le temps de travail journalier pour compenser les CA par des ARTT.
- Simplifier les cycles de travail (4 cycles différents existaient).

Sur 72 agents destinataires, 13 se sont positionnés sur ce groupe de travail afin de participer à cette réflexion et de travailler en mode projet.

Tous les agents inscrits au groupe de travail ont été positionnés afin de n'écarter aucun agent volontaire, c'est donc près de 20% des agents destinataires qui ont été intégrés à ce groupe de travail.

Sept services ont ainsi représenté la collectivité et notamment, la collecte des déchets, la voirie, le relais assistante maternelle, l'aménagement-habitat, l'instruction, l'assainissement non-collectif et les finances.

Dans le cadre du respect du dialogue social, le groupe de travail s'est réuni à 8 reprises du mois d'avril au mois de novembre.

Ils ont rédigé une proposition de protocole de temps de travail avec des modifications, des remarques et des propositions, qui ont été soumises au Président et à la Direction générale en août 2021.

Les remarques et arbitrages ont été présentés au groupe de travail le jeudi 16 septembre 2021, toujours dans le respect du dialogue social. Il a également été soumis aux responsables de service pour avis et échanges.

Une dernière réunion s'est déroulée en présence du Président et de la Directrice générale des services pour échanger sur les derniers arbitrages, le 15 novembre dernier.

Le protocole a ainsi pu être finalisé pour pouvoir être présenté en Comité technique et en Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le 2 décembre 2021 et acté à l'unanimité des votants.

La présente délibération met un terme, de facto, aux congés extralégaux et aux anciennes délibérations sur le temps de travail.

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **approuve** la présente délibération, portant sur le protocole relatif au temps de travail des agents communautaires ;
- **approuve** le protocole relatif au temps de travail, joint en annexe, pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2022 ;
- **charge** le Président, de l'application des décisions prises.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Prefecture le : 16/12/2021

Publication le : 16/12/2021

Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT

D. BRIOIS



Membres en exercice : 62
Présents : 42
Votants : 55

Adoptée à l'unanimité des votants